

Les obstacles à la citoyenneté écologique



Skitterphoto / Pixabay

Pour les personnes qui prennent leur retraite dans un pays où la vie est moins chère, l'avion permet de cultiver les liens familiaux et sociaux transnationaux. Sur quels choix économiques ? Et avec quel impact écologique ?

Par **Marion Repetti**, Département de sociologie, Virginia Tech, USA, et Fonds national suisse de la recherche scientifique

En 2017, les Nations Unies [1] estimaient que 258 millions d'individus vivaient dans un pays autre que celui de leur naissance, ce qui représentait une augmentation de 49% depuis 2000. En même temps, les personnes se déplacent de plus en plus souvent autour du globe, usant des transports aériens à des fins touristiques, professionnelles, familiales, etc. [2] Or, pour faire face aux enjeux du dérèglement climatique, certain.e.s expert.e.s appellent depuis plusieurs années à réduire le nombre de vols en avion, en raison de leurs émissions de gaz à effet de serre affectant la composition de l'atmosphère [3]. Ils et elles montrent le rôle joué par l'usage grandissant de ce moyen de transport dans le réchauffement du climat. Il est donc nécessaire à leurs yeux de développer une forme de « citoyenneté écologique » [4], qui se traduirait notamment par l'adoption de formes de mobilité plus lentes et moins coûteuses d'un point de vue du climat, et d'un style de vie plus local. Ces transformations nécessitent de la part des Etats de mettre en place des politiques publiques qui leur soient favorables tant d'un point de vue économique que social, et de comprendre les usages que leurs citoyen.ne.s font de la mobilité, afin de mieux imaginer comment les encourager à relocaliser leur style de vie et transformer leurs modes de déplacements pour adopter une mobilité plus douce [5].

Cet article souhaite contribuer à éclairer quelques enjeux de cette problématique politique et écologique en présentant les résultats d'une étude des mobilités internationales de retraité.e.s et préretraité.e.s citoyen.ne.s de pays privilégiés et ayant migré dans un pays plus pauvre. Il illustre quelques uns des usages que certain.e.s citoyen.ne.s ressortissant.e.s des pays privilégiés font des transports aériens, notamment dans l'articulation entre une recherche de sécurité économique et le maintien de relations familiales transnationales.

Les mobilités économiques de la retraite

Comment citer cet article ?

Marion Repetti, «Les obstacles à la citoyenneté écologique», REISO, Revue d'information sociale, mis en ligne le 11 février 2019, <https://www.reiso.org/document/4042>

Pour certains groupes de citoyen.ne.s des pays les plus riches, l'entrée à la retraite amène à une vulnérabilité économique que la migration définitive vers un pays plus pauvre permet de surmonter ou, parfois, de reporter à plus tard [6]. Les mobilités économiques de ces (pré)retraité.e.s, ainsi que la façon de maintenir des relations familiales à distance, ont fait l'objet d'une enquête entre 2016 et 2018 en Espagne et au Costa Rica, financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique. 65 citoyen.ne.s (pré)retraité.e.s de plus de 50 ans, essentiellement suisses, britanniques et états-unien.ne.s, vivant dans différentes régions d'Espagne et du Costa Rica, ont été interviewé.e.s. La recherche d'une sécurité économique avait constitué un facteur important de leur décision de migrer. La plupart avaient de la famille vivant dans leur pays de départ. Au cours de cette enquête, l'accès aux transports aériens est ressorti comme un élément au cœur de leur mobilité, leur permettant de combiner une sécurité économique avec le maintien de relations familiales transnationales.

L'avion pour maintenir le lien

Vivre sa retraite à l'étranger ne signifie pas automatiquement souhaiter couper les liens familiaux. En effet, nombreuses sont les personnes qui maintiennent des relations étroites avec leurs proches resté.e.s dans leur pays de départ ou vivant éventuellement dans un autre pays [7]. Or, l'accès à des transports aériens relativement bon marché rend possible de combiner une meilleure sécurité économique et le maintien des liens familiaux. Dans ce but, lors de leur décision de migrer, elles tendent à sélectionner un lieu favorable à l'usage fréquent, relativement bon marché et aisé des avions. C'est par exemple ce qu'explique Stefany, 51 ans, citoyenne du Royaume-Uni, qui s'est installée en Espagne afin de vivre mieux avec ses faibles revenus. Pour elle, la possibilité de voler vers l'Angleterre à tout moment pour rejoindre rapidement ses enfants est un élément décisif de son choix de lieu de vie : « Évidemment, comme mes enfants sont au Royaume-Uni, je ne voulais pas vivre trop loin d'eux » affirme-t-elle pour expliquer le choix qu'elle a fait de s'installer dans la Province d'Alicante en Espagne. Se référant à une île où elle aurait préféré vivre plutôt qu'en Espagne, elle explique :

« De là-bas, il n'y a des vols en avion que le jeudi pour atteindre l'Angleterre. (...) Donc si quelque chose arrivait à mes fils un dimanche, je ne pourrais pas prendre l'avion avant jeudi. C'est pour cette raison que la côte espagnole était le meilleur endroit pour m'installer. »

Ce point de vue est partagé par Don, 66 ans, citoyen helvétique, dont les enfants et petits-enfants vivent en Suisse et qui s'est installé avec sa femme en Espagne à la retraite afin notamment de gagner plus de sécurité économique :

« Parmi les raisons de notre décision de nous installer ici, il y avait le fait qu'EasyJet est situé à l'aéroport d'Alicante. Nous pouvons aussi prendre des vols bon marché depuis l'aéroport de Valencia. En 1h30 de vol, nous sommes en Suisse. Ça a aussi été un facteur de décision. »

Une fois installé.e.s dans leur nouveau lieu de vie, ces (pré)retraité.e.s migrant.e.s prennent en effet régulièrement les avions afin notamment d'échanger du soutien avec leurs familles restées dans le pays de départ. C'est ce qu'illustre le cas de Pheobe, 55 ans, citoyenne suisse, dont la maman était malade durant plusieurs mois avant de mourir. Pheobe avait fait de nombreux vols à bas prix entre l'Espagne et la Suisse afin de lui apporter du soutien :

« Je prenais souvent l'avion pour voir ma maman en Suisse quand elle était malade. J'ai essayé d'y aller, entre une et deux fois par mois (...) avec les vols les moins chers possibles... Je pouvais y aller quand c'était nécessaire. »

July, une citoyenne états-unienne de 63 ans d'origine suisse, s'est installée pour sa retraite au Costa Rica afin de bénéficier d'une meilleure sécurité économique. Elle prend régulièrement l'avion pour rejoindre les USA où habitent ses enfants adultes. Mais elle se rend également régulièrement en Suisse en avion, particulièrement depuis que son père est malade :

« Je peux aller à l'aéroport de San José et hop ! Me voilà à Zurich 10 heures plus tard. Ce n'est pas grand-chose finalement. Et il y a des vols directs deux fois par semaine. »

Malgré le coût des billets d'avion aux Etats-Unis, plus élevés que les vols européens à bas prix, le fait de vivre au Costa Rica permet à July de financer sa vie à la retraite tout en soutenant sa famille.

Ces quelques citations illustrent le rôle qu'occupent les transports aériens dans l'organisation de la vie quotidienne des personnes (pré)retraitées migrantes en provenance de pays privilégiés vers des régions plus pauvres. Contrairement aux mobilités de tourisme, l'avion joue pour elles un rôle d'outil dans la mise en place de tactiques visant à surmonter la vulnérabilité économique à la retraite, tout en nourrissant des liens de support familiaux. Le style de vie mobile de ces personnes se situe donc au croisement de l'existence d'opportunités technologiques, au coût écologique élevé, d'une recherche de protection économique, et des modes d'organisations de soutien familial.

Les coûts d'une citoyenneté écologique

Si une partie des citoyens des pays privilégiés choisissent de se déplacer fréquemment en avion pour des raisons touristiques, il s'agit pour d'autres d'être mobiles à des fins de protection économique. Le cas des migrations de retraite en est une illustration, mais également celui des personnes qui se déplacent fréquemment en avion pour des raisons professionnelles, plus ou moins choisies.

Partant, le développement d'une citoyenneté écologique reposant sur une mobilité plus « douce » et une forme de relocalisation des parcours de vie ne peut avoir lieu que dans la mesure où il s'articule au renforcement des politiques de redistribution. Posséder suffisamment de ressources économiques peut les encourager à souhaiter une vie plus locale. Un tel contexte serait sans doute favorable à la réduction du nombre de personnes qui, pour surmonter une vulnérabilité économique notamment, s'engagent dans des formes de mobilité au coût écologique élevé.

[1] ONU. (2017). The world counted 258 million international migrants in 2017, representing 3.4 per cent of global population. Population Facts, [en ligne](#).

[2] Ozer, P. et Perrin, D. (2007). Le coût environnemental du transport aérien. *Politique*, 48, pp. 9-12.

[3] GIEC. (1999). Rapport spécial du GIEC : L'aviation et l'atmosphère planétaire. Résumé à l'intention des décideurs. [En ligne](#)

[4] Valencia Saiz, A. (2005). Globalisation, Cosmopolitanism and Ecological Citizenship. *Environmental Politics*, 14(2), p. 163.

[5] V GIEC. (2018). Global Warming of 1.5°C. Summary for Policy Makers. [En ligne](#). Valencia Saiz, A. (2005). Globalisation, Cosmopolitanism and Ecological Citizenship. *Environmental Politics*, 14(2), pp. 163-178.

[6] Pour plus de détails sur les enjeux économiques de la migration de retraite, voir Repetti, M., Phillipson, C., & Calasanti, T. (2018). Retirement Migration in Europe : A Choice for a Better Life ? *Sociological Research Online*. [En ligne](#)

[7] Bender, D., Hollstein, T., et Schweppe, C. (2018). International retirement migration revisited: From amenity seeking to precarity migration? *Transnational Social Review*. [En ligne](#)